



ASIE/TERRE SAINTE - Selon le Vicaire patriarcal pour Jérusalem et la Palestine du Patriarcat latin de Jérusalem, les maisons du gouvernement israélien dans les territoires occupés constituent un défi et une rétorsion après le vote de l'Assemblée générale de l'ONU

Jérusalem (Agence Fides) – « La décision de construire 3.000 logements à Jérusalem-est est une rétorsion après la reconnaissance de la Palestine en tant qu'Etat non membre de l'ONU. Elle exprime un net refus et un défi par rapport à l'acte posé par l'Assemblée générale des Nations unies outre à représenter une sorte d'exutoire, une réaction instinctive ». C'est ce que déclare à l'Agence Fides S.Exc. Mgr William Shomali, Vicaire patriarcal pour Jérusalem et la Palestine du Patriarcat latin de Jérusalem. « La reconnaissance qui a eu lieu à l'ONU à une très large majorité de la communauté internationale – fait remarquer l'Evêque – implique que l'Etat palestinien reconnu se situe à l'intérieur des frontières en vigueur avant le 1er juin 1967. La situation des 22% des territoires occupés – et non pas « disputés » selon ce que suggère la terminologie utilisée par les hommes politiques israéliens – ne devrait donc pas être modifiée ».

Les nouveaux logements devraient être construits dans une zone se trouvant sur la route reliant Jérusalem à Jéricho et à la Mer morte, au début du désert de Judée. « Il est évident qu'il n'est pas urgent de construire de nouvelles maisons à cet endroit. Cette politique, qui endommage la solution des deux Etats, suscite la désapprobation de certains hommes politiques même en Israël et pourrait embarrasser les Etats-Unis » fait remarquer Mgr Shomali. En ce qui concerne le danger d'isolement que pourrait encourir Israël, « le gouvernement israélien ne se sentira pas isolé tant qu'il disposera de l'appui inconditionnel des Etats-Unis » conclut l'Evêque. (GV) (Agence Fides 03/12/2012)